



STRATEGIE INTERNATIONALE DE SOUTIEN A LA SECURITE ET LA STABILITE

Pour la République Démocratique du Congo

**Rapport Trimestriel de
octobre à décembre 2010**



Capitaine Jeanne Mawisa, commandant d'un commissariat de police nouvellement construit à Sake, Nord Kivu



La Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilité (ISSSS) est un cadre pour la stabilité politique de l'Est de la République Démocratique du Congo.

L'ISSSS soutient le Plan du Gouvernement pour la stabilisation et la reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC), et l'accomplissement de la Résolution du Conseil de Sécurité S/RES/1925 (2010). Il fournit un appui programmatique ciblé dans cinq secteurs : sécurité ; dialogue politique ; autorité de l'État ; retour, réintégration et relèvement communautaire ; et lutte contre les violences sexuelles.

Les programmes de l'ISSSS sont financés par des contributions bilatérales volontaires. Les partenaires de mise en œuvre incluent des agences de l'ONU, fonds et programmes ; organisations non gouvernementales locales et internationales ; contractants privés ; et la Mission de Stabilisation de l'ONU en République Démocratique du Congo (MONUSCO).

Ressources totales

Disponibles	213.590.420
Dépendées	127.741.621

Partenaires financiers clé

	Pays-Bas	57.301.304
	Etats-Unis	45.980.299
	Royaume Uni	22.721.253
	Suède	15.905.890
	Belgique	12.736.350
	Canada	8.165.797
	Japon	7.269.196
	Espagne	5.116.000
	Commission Européenne	4.200.000
	Allemagne	2.383.581
	Norvège	1.918.122
	France	459.475
	Fond de consolidation de la paix	20.000.000

Tous les montants sont en dollars US.

Les contributions des partenaires de mise en œuvre, ne sont pas listées.



Table des matières

1. Préface	6	ANNEXES	30
2. Contexte	7	A1. Cadre de financement	
3. Aperçu du programme	10	A2. Activités SRFF	
4. Composantes du programme	13	A3. Nouveaux projets financés pendant le 4^{ème} trimestre	
5. Coordination & planification	25	A4. Inventaire des Projets	
6. Prévisions pour le prochain trimestre	28	A5. Crédits & contacts	

Abréviations

ADF	Alliance des Forces Démocratiques
AMP	Alliance pour la Majorité Présidentielle
CLPC	Comités Locaux pour la Conciliation Permanente
CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
CTC	Comité Technique Conjoint
CTPR	Comité Technique pour la Pacification et Réconciliation
DAI	Développement Alternatives Inc.
DDR	Désarmement. Démobilisation et Réintégration
DSRSG/RC/HC	Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général / Coordonateur Résident / Coordonateur Humanitaire
FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture et Alimentation
FARDC	Forces Armées de la RDC
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
GoDRC	Gouvernement de la République Démocratique du Congo
IMC	International Medical Corps
IRC	International Rescue Committee
ISSSS	Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilité
MDFU	UNDP Multi-Donor Trust Fund Unit
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo
MSI	Management Systems International
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
PBF	Fond de la consolidation de la Paix
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SRFF	Fonds de Stabilisation et de Relèvement
SSU	Unité d'Appui à la Stabilisation
STAREC	Plan du Gouvernement pour la Reconstruction des zones sortant des conflits armés
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services des Projets

1

Préface

Les ressources financières totales disponibles actuellement sous l'ISSSS s'élèvent maintenant à \$213m. soit une augmentation d'environ \$74m en 2010. De ceci. \$128m ont été dépensés à ce jour.

Ce deuxième rapport trimestriel vise à montrer où va l'argent. Les sections 3 et 4 expliquent des activités courantes dans le cadre de l'ISSSS. où elles sont ciblées et comment elles s'insèrent dans le contexte plus large de l'est de la RDC. La section 5 explique comment les programmes en vue d'appuyer le Plan du Gouvernement pour la stabilisation et la reconstruction (STAREC).

Du côté substantif, il y a eu des progrès significatifs pendant le 4^e trimestre. La première infrastructure permanente de l'ISSSS a été inaugurée par l'Inspecteur Général de la Police le 11 novembre 2010 : un commissariat pour 60 officiels de la police territoriale à Saké, Nord Kivu. Quelques 24 infrastructures permanentes sont physiquement terminées et attendent la remise; et toutes les routes sur les six axes prioritaires de l'ISSSS sont maintenant ouvertes (quoi qu'exigeant du travail additionnel). Les projets sous la composante Retour, Réintégration et de Relèvement Communautaire visent, quant à eux environ 500.000 bénéficiaires, dans les zones clé.

Cependant, ceci est placé sous un contexte difficile. La sécurité reste le souci primordial et les attaques sur les civils demeurent une occurrence quotidienne dans tout l'est (y compris dans les zones cibles de l'ISSSS). L'ISSSS doit faire plus pour soutenir les objectifs de la résolution 1925 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (2010) : « dotant de forces de sécurité durables qui seront amenées à reprendre progressivement les fonctions de la MONUSCO en matière de sécurité ».

L'appropriation nationale doit également aussi être un élément clé. Les structures de coordination établies sous le STAREC ont accompli de bons progrès en définissant des priorités et en développant des concepts concrets de projet pour les réaliser. Nous espérons que ceux-ci fourniront un point d'entrée clair pour l'appui international et une place plus importante pour le gouvernement en définissant les priorités de programme.

Des efforts redoublés sont nécessaires également au niveau national. La prolongation du programme STAREC jusqu'au 30 juin 2011 marque une occasion de stimuler de nouveau les prises de décisions à Kinshasa. Ce sera une condition essentielle pour le progrès dans les secteurs les plus importants et les plus difficiles sous l'ISSSS et le STAREC.

2

Contexte politique et sécuritaire

Tendances dans la sécurité des populations

Les opérations militaires de gouvernement ont continué pendant tout le quatrième trimestre dans le Nord Kivu et Sud Kivu, sans développements importants. Le premier rapport du Secrétaire Général sur la MONUSCO (octobre 2010) résume bien la situation:

De façon générale, la situation sécuritaire dans l'est de la République Démocratique du Congo demeure préoccupante. Dans les Kivus, les attaques répétées contre des civils par FDLR et les groupes armés congolais ont augmenté, en particulier mais non seulement dans le territoire de Walikale au Nord Kivu, dans Sud Kivu, et dans le Bas-Uélé, en Province d'Orientale. L'apparition d'alliances opportunistes entre les FDLR, les Mai-Mai et d'autres groupes armés congolais qui attaquent les civils, risquent de compromettre les gains obtenus en 2009 suite, entre autres, aux relations améliorées entre la République Démocratique du Congo et ses voisins de la région des Grands Lacs. Les faiblesses structurelles des FARDC, qui ont été composés par l'intégration inachevée des groupes armés congolais, y compris le CNDP, ont continué à favoriser un vide que les FDLR et d'autres groupes armés exploitent.

[S/2010/512, para 82]

Cette tendance générale est également valable pour les zones cible de l'ISSSS. Les forces de sécurité gouvernementales ont eu des succès tactiques contre les groupes armés mais, dans la majeure partie des cas, cela n'a pas contribué à un environnement plus sécurisé pour les civils, pendant ces 21 mois suivant les accords de paix de Goma.

S/RES/1925 (2010) souligne que « l'établissement des forces de sécurité durables afin de progressivement reprendre le rôle de sécurité assuré présentement par la MONUSCO ». Nous devons évaluer la contribution de l'ISSSS à cet objectif, et si un appui plus large est nécessaire.

Frustration populaire dans le district d'Ituri

Le quatrième trimestre a connu une agitation populaire considérable dans le territoire d'Irumu, dans le district d'Ituri : des plaintes au sujet des activités continues des milices; des inquiétudes concernant l'investissement limité dans les infrastructures et la consolidation de la paix dans le secteur; ainsi que des allégations de collaboration de la MONUSCO avec les groupes armés.

Cette situation doit être prise au sérieux dans le cadre de l'ISSSS. Un des six axes prioritaires est situé dans le district d'Irumu, mais la majorité des initiatives prévues restent non-financées et il y a eu peu d'engagement en soutien aux FARDC.

La composante politique de l'ISSSS

Un environnement politique stable demeure une des conditions nécessaires pour l'appui aux projets de l'ISSSS. Nous soulignons les zones d'activités suivantes :

L'extension du STAREC

L'Ordonnance présidentielle 10/072 a été publiée en date du 30 octobre 2010. et a prolongé le Plan du Gouvernement pour la Stabilisation et la Reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC) jusqu'au 29 juin 2011. (La prolongation elle-même est renouvelable).

La nouvelle ordonnance prévoit les points clé suivants :

- La clarification des rôles de l'équipe gouvernementale de coordination.
- Quelques changements à la structure de coordination nationale.
- Désignation de la lutte contre les violences sexuelles comme un des principaux objectifs du STAREC.
- Désignation de deux zones ciblées additionnelles. dans la province de l'Equateur.
- Reprise du Comité National de Suivi des Accords du 23 mars.

Cette prolongation donne également l'opportunité de renforcer les politiques de leadership au niveau national. Ceci sera essentiel afin d'obtenir un progrès dans plusieurs des zones les plus importantes et difficiles de l'ISSSS et STAREC.

Intégration des anciens groupes armés

Le 4^{ème} trimestre a connu deux développements clé dans le dossier des anciens groupes armés. Premièrement. le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) a rejoint l'Alliance de la Majorité Présidentielle (AMP). la coalition politique du Président de la république. Le second. est la confirmation des grades dans la police et l'armée régulière d'un certain nombre d'officiers issus des anciens groupes armés.

Ceci a permis d'apaiser les tensions dans le Nord Kivu. du moins du point de vue de certains anciens groupes armés. bien qu'il soit nécessaire de continuer les efforts de d'intégration de ces groupes. Ceci comporte deux implications immédiates pour le programme de stabilisation.

Premièrement. les projets actuels de formation du personnel et construction d'infrastructures le long des six axes prioritaires de l'ISSSS. doivent mettre au centre la consolidation et l'intégration des groupes armés. Ils doivent en effet renforcer une administration cohérente et unifiée des civils et de la police et non pas l'inverse. La remise du premier commissariat de police construit dans le cadre de l'ISSSS. a été le premier test dans ce sens. La solution adoptée. qui avait été celle d'assimiler des éléments intégrés et qui avait résolu quelques problèmes persistants concernant la chaîne de commandement. avait représenté une petite mais importante avancée.

Deuxièmement. plusieurs voies potentielles d'appui au projet sont possibles pour aider à construire un climat de confiance et clarifier quelques incompréhensions. En

Voir § 5 sur le soutien à la coordination du STAREC

Voir § 4.2 sur les travaux le long des axes prioritaires

particulier. les fonds actuels couvrent un programme de formation d'environ 1500 éléments sur environ 7500 éléments nouvellement intégrés de la Police Nationale Congolaise. Ceci représente une étape importante pour compléter le processus d'intégration.

La démobilisation des éléments résiduels

Au long du 4^{ème} trimestre des négociations ont continué au cas-par-cas, mais sans connaître une percée majeure. Une estimation réaliste à la fin de l'année était d'environ 4.000 combattants résiduels dans les Kivus (sauf des groupes armés étrangers). en plus de groupes plus restreints en Ituri et au Maniema.

Voir § 4.1
sur les
projets DDR

Les efforts contre les FDLR. ont amené à des progrès continus en termes de diminution de désertions et en faveur de la participation volontaire au processus de DDR/RR de la MONUSCO. Il reste cependant une collaboration entre les FDLR et les autres éléments armés au Kivu. ainsi qu'une présence dispersée dans les zones d'intervention plus éloignées du STAREC. notamment dans le Maniema et dans le Nord du Katanga.

Un obstacle très significatif dans la réalisation de ce projet était le manque de fonds pour le programme DDR des combattants congolais. y compris les combattants FDLR. Cela a été résolu à la fin du 4^{ème} trimestre. et permettra des progrès plus rapides début 2011.

Dialogue intracommunautaire & Résolution des conflits.

Le Comité Technique de Pacification et de Réconciliation (CTPR) du Nord Kivu a été aboli début octobre. après seulement deux mois d'opérations. Le CTPR avait été institué afin de faciliter le dialogue et la résolution pacifique des conflits entre les groupes ethniques principaux et les confessions religieuses dans la province. Il a été dissout par directive du Gouverneur de la province. suite aux disputes entre les différents groupes ethniques concernant la sélection des groupes représentés ainsi que le modus operandi.

Voir §4.3 sur
la
composante
RRR

L'effet le plus immédiat aura été celui du retard causé au projet mis en œuvre par le HCR visant à établir les Comités Locaux Permanents de Conciliation (CLPCs) dans le Nord Kivu. Les CLPCs sont un des termes des Accords de paix de Goma et un élément central pour assurer un retour sûr et durable des déplacés de guerre et des réfugiés. y compris ceux prévus dans le plan de rapatriements du Rwanda en 2011. Ils étaient destinés à être placés sous la direction générale du CTPR. des structures alternatives sont actuellement en discussion.

Plus largement. l'appui au projet ISSSS pour la gouvernance et la résolution des conflits. reste concentrée au niveau local. Plusieurs projets établissent des Comités Locaux de Développement. et travaillent sur la médiation et le renforcement des capacités de résolution des disputes à ce niveau. Néanmoins. très peu d'actions sont menées sur la gouvernance au niveau territorial et provincial. en dehors d'un programme de gestion des conflits fonciers de UNHABITAT.

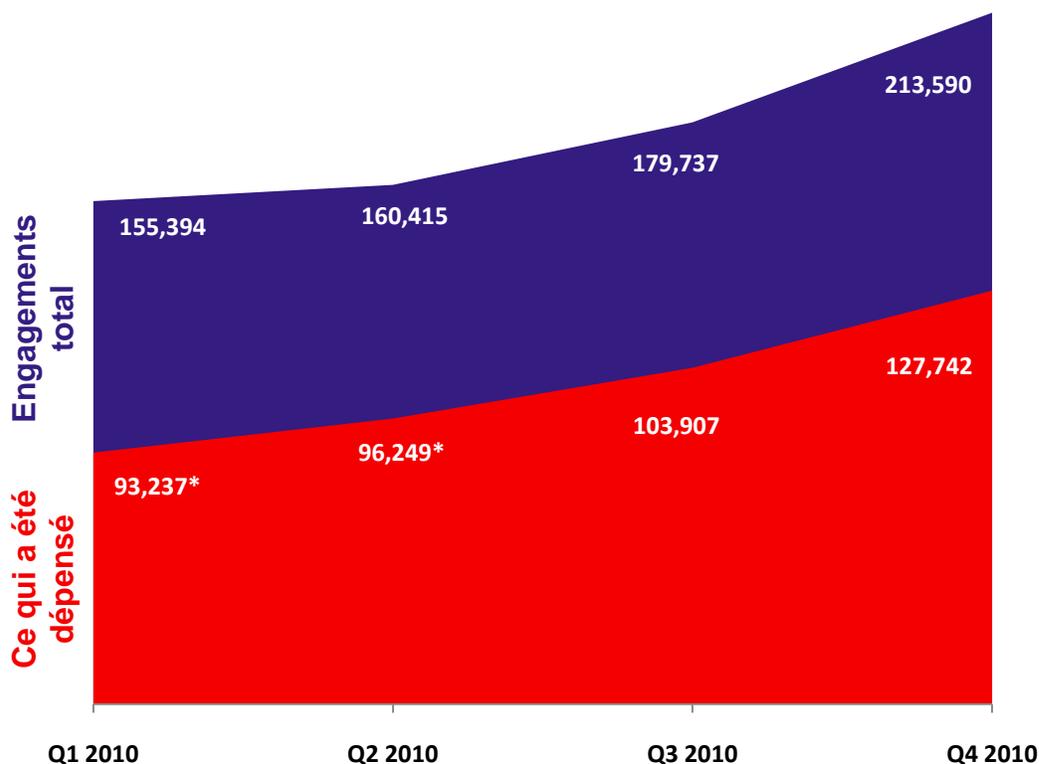
3

Aperçu du Programme

Le total du portefeuille de l'ISSSS a augmenté de 31.7m USD. Ceci a été justifié en grande partie par l'alignement de projets pour d'un total de 17.4m USD à la composante lutte contre les violences sexuelles.

Fonds des programmes de l'ISSSS

(en milliers de USD)



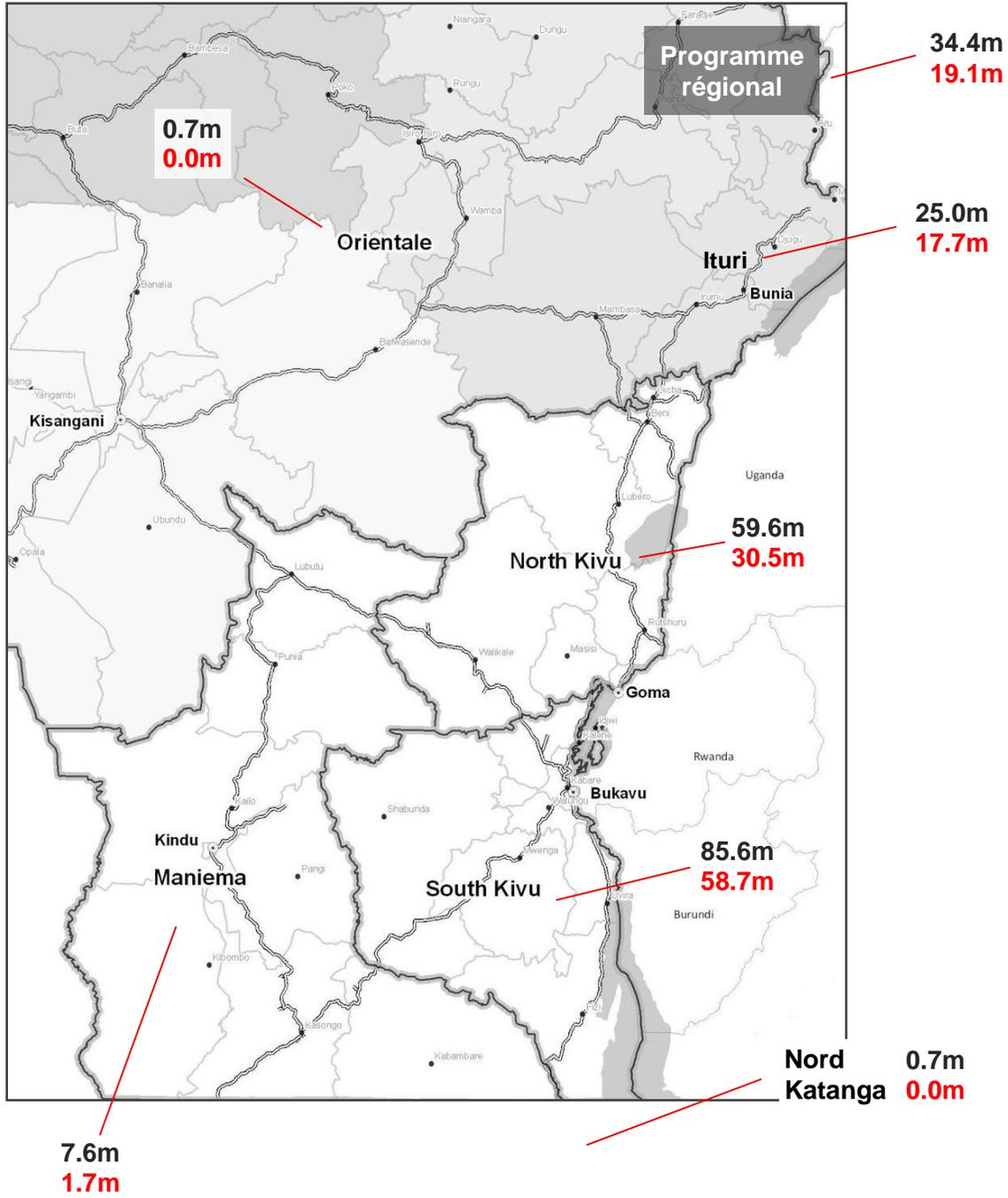
Les fonds additionnels de l'ISSSS en 2010 étaient de **\$74.6m USD**: le total de financement au 31 décembre était de **\$213.6m USD**.

Ces chiffres sont énoncés par rapport au total des demandes de financement estimé pour 2010-12 de l'ordre de **\$835m USD**. (Voir le Cadre Programmatique Intégré de 2010.)

* Total estimé des dépenses. les données n'ont pas été collectées des partenaires pour cette période.

...Où sont dépensés les fonds?

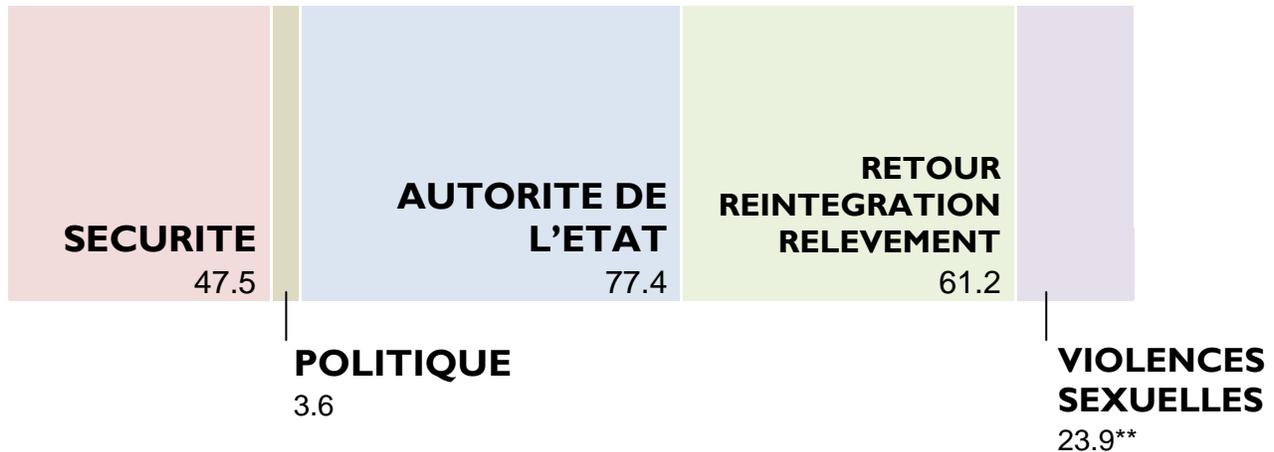
projets 213.6m USD
dépensé 127.7m USD



...et dans quoi est-ce dépensé?

Au 31 décembre 2010, la répartition des allocations financières entre les cinq composantes de l'ISSSS a été comme suit :

USD 213.6m



La section 4 résume les principales activités pour chaque composante au cours du 4^{ème} trimestre, et l'annexe 3 fournit une liste consolidée des nouveaux financements.

Observations

** La cartographie des projets sur les violences sexuelles continue

L'Unité de Lutte contre les Violences Sexuelles de la MONUSCO est actuellement en train de répertorier les projets pertinents en matière de violences sexuelles avec l'ISSSS.

L'alignement de programmes financés par USAID pour un total de 17.4 millions USD, est un pas considérable vers une meilleure représentation des activités cadrant dans la stratégie globale de l'ISSSS. Des discussions supplémentaires sont recommandées afin de répertorier toute intervention visant les mêmes objectifs, afin de capitaliser les éventuelles synergies programmatiques autour des cinq composantes de l'ISSSS.

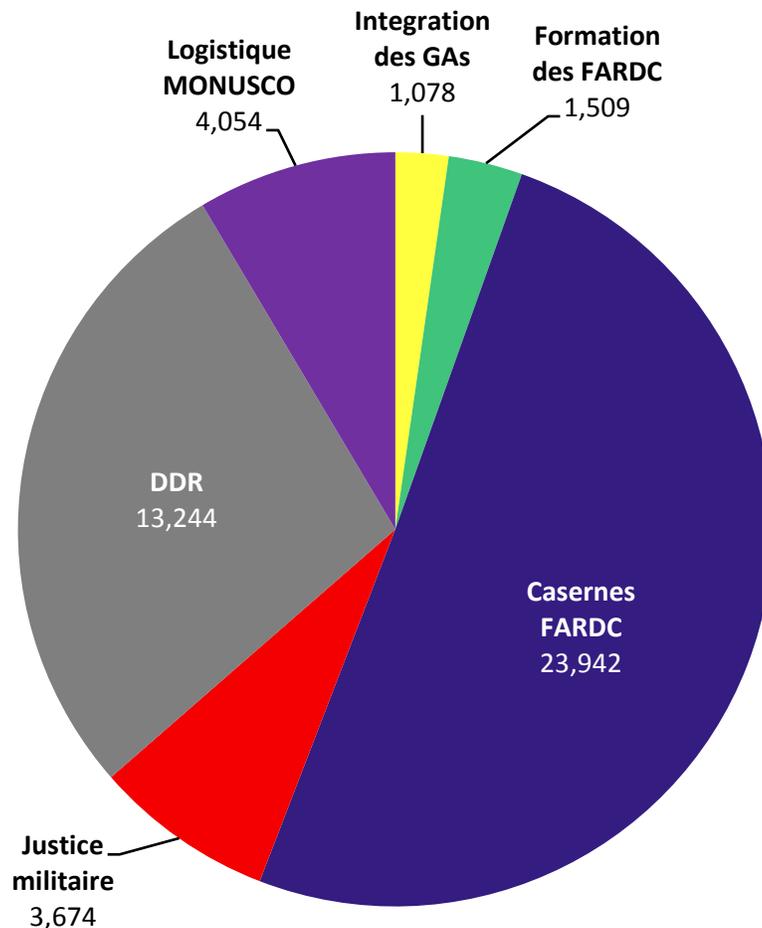
Sous-investissements dans les composantes 1 & 2

La séquence prévue dans le Cadre Programmatique Intégré de l'ISSSS, envisage à ce que les dépenses devraient se faire au préalable dans les composantes sécuritaire et politique. Une priorité majeure pour le 1^{er} trimestre 2011 est d'examiner cette question et de proposer de zones d'activités appropriées.

4.1

Sécurité

Les menaces à la vie, les biens et la liberté de mouvement sont réduites



(Tous les montants sont en milliers de dollars américains)

Les principaux secteurs de dépenses dans la composante sécuritaire sont les casernements des FARDC (environ \$24m), et les programmes concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) (environ \$13m).

Les autres secteurs d'activités incluent :

- L'appui à l'intégration des groupes armés dans les FARDC (finalisé en 2009).
- La réhabilitation d'un centre de formation des FARDC à Lukusa.

Les principaux résultats pendant le 4^{ème} trimestre

Infrastructure des FARDC : Le travail a continué dans deux casernes au Sud Kivu (Camp Saio et Nyamunyuni); et un centre de formation à Lukusa. Il est prévu que ces infrastructures soient livrées à la mi-2011.

Voir le Scorecard
ISSSS pour tous
les résultats et
l'analyse de
l'impact

DDR: Environ 400 ex-combattants ont reçu des cartes de démobilisation durant le 4^{ème} trimestre. Ceci a été une mesure provisoire en attendant la mobilisation de ressources financières pour la démobilisation et la réintégration.

Contraintes & difficultés

Développement du Secteur Sécuritaire: Le premier rapport du Secrétaire Général sur la MONUSCO (Octobre 2010) avait insisté sur le fait que “les progrès dans la réforme des FARDC se sont largement améliorés”.

Ceci concerne l'est du pays en général et l'ISSSS en particulier. Actuellement tous les efforts en appui aux FARDC sont focalisés sur les infrastructures : les casernements au Sud Kivu et le centre de formation de Lukusa. Il est clair qu'un soutien élargi plus global est nécessaire pour accomplir l'objectif prévu dans S/RES/A925 (2010) de “soutien aux forces de sécurité avec une vue de progressivement reprendre le rôle sécuritaire de la MONUSCO ».

Une période financière critique pour la démobilisation: Un manque de financement a restreint la capacité des partenaires à ne travailler que pour la démobilisation de 4.000 combattants résiduels dans le Kivu. (voir section 2. ci-dessus). Une solution a été trouvée avec un nouveau financement pour le désarmement et la démobilisation. comme cela est noté ci-dessous.

Nouveaux projets dans le 4^{ème} trimestre



Désarmement et démobilisation des combattants résiduels

1.09m USD. MONUSCO ; PNUD.

Regroupement, traitement et démobilisation de 4.000 combattants résiduels. Les combattants seront acheminés à travers le programme existant du PNUD, sur la réintégration communautaire (le CRRP). Des discussions sont actuellement en cours avec USAID concernant les fonds nécessaires pour l'expansion du CRRP.



Appui à la justice militaire

3.71m USD. OIM ; MONUSCO.

Ce projet de trois ans vise à déployer du personnel international afin de soutenir les Cellules d'Appui aux Poursuites militaires en vue de renforcer les capacités des FARDC dans le domaine de la justice militaire et d'enquêter sur des crimes graves. L'expertise technique et du personnel additionnels seront fournis par la Section Etat de Droit de la MONUSCO.



Casernement des FARDC au Sud Kivu

OIM

MONUSCO

Le Camp Saio (achevé actuellement à 90%) sera la première caserne à être livrée par l'ISSSS. Ceci sera une base permanente pour un bataillon FARDC et ses dépendants. La seconde localisation du projet, au site Nyamunyunyi, à 25km au Nord de Bukavu, abritera plus de 1.600 soldats et leurs dépendants.



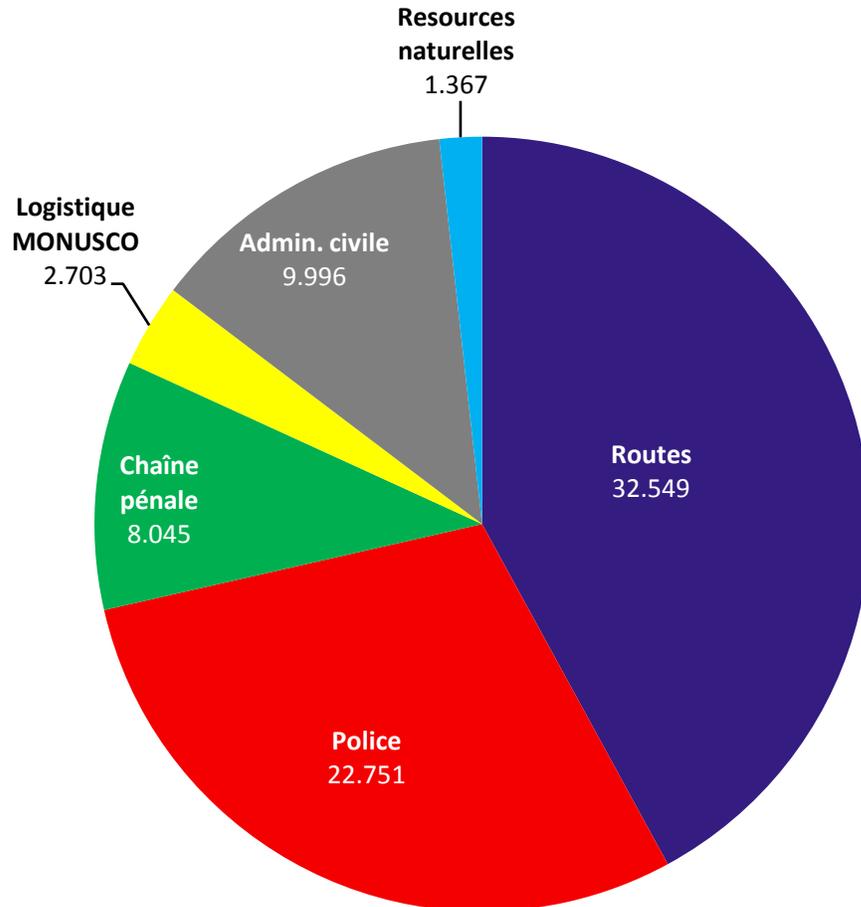
Casernes des FARDC à Camp Saio, Bukavu (Décembre 2010)

L'objectif de ces deux projets est de réduire le fardeau sur la population civile en les séparant physiquement des contingents militaires et en facilitant le soutien logistique des FARDC. Le casernement permettra aussi de renforcer la chaîne de commandement et contrôle des FARDC, en régulant plus étroitement le mouvement des armes et du personnel, et la formation *in-situ*.

4.2

L'autorité de l'Etat

Sécurité publique, accès à la justice et services administratifs sont rétablis



(Tous les montants sont en milliers de dollars américains)

Les dépenses de la composante Restauration de l'Autorité de l'Etat. sont largement concentrées le long des six axes prioritaires. au Nord Kivu. Sud Kivu et en Ituri. Les travaux le long de ces axes comprennent la réhabilitation des routes. et le soutien à la Police Territoriale. l'administration civile. et la chaîne pénale civile (tribunaux et prisons).

En dehors de ces axes prioritaires. d'autres activités prévoient :

- Soutien à la Police des Frontières. au Nord Kivu. Sud Kivu et en Ituri.
- Cinq Centres de Négoce de minerais. afin de contribuer à la régularisation de l'exploitation des ressources naturelles.

Voir le Scorecard ISSSS pour tous les résultats et l'analyse de l'impact

Résultats clés durant le 4^{ème} trimestre

Routes: Les 304km de route entre Burhale-Shabunda, dans le Sud Kivu, sont déjà disponibles pour le passage des véhicules et cela pour la première fois depuis 1996. Les travaux sont en cours pour la seconde phase de réhabilitation.

Police:

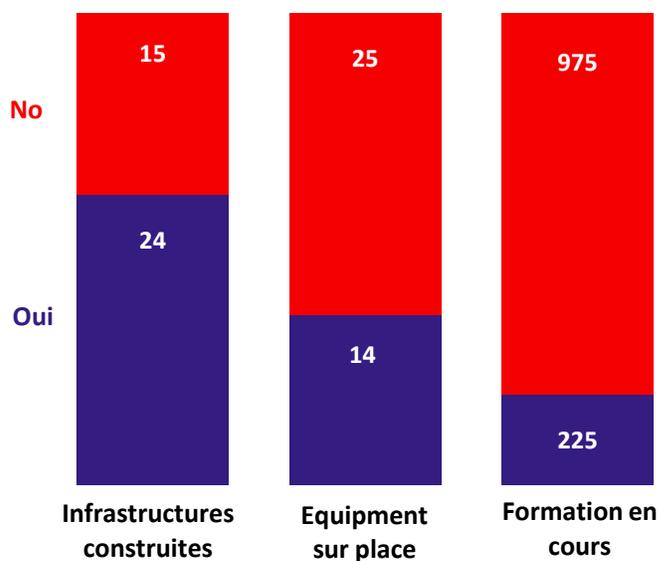
- La remise de la première infrastructure ISSSS complètement achevée pour la Police Territoriale à Sake, Nord Kivu.
- Construction de six bureaux préfabriqués et trois bureaux pour la Police de Frontières.

Administration civile :

- L'achèvement de trois infrastructures permanentes. Un total de dix facilités est actuellement disponible, avec sept autres en cours d'exécution.
- Une formation de base a été donnée à 225 employés de l'administration civile dans toutes les localités cibles d'ISSSS. Un programme d'une semaine dans les domaines techniques spécifiques est le point de départ pour la formation *in situ*.

Mise à jour sur les axes prioritaires d'ISSSS

Avec la remise de la première infrastructure ISSSS le long des axes prioritaires, il est opportun de résumer les progrès. Au total, le financement présent appuie 39 nouvelles infrastructures pour 1200 employés. A la fin du 4^{ème} trimestre, le statut de ces travaux était comme suit:



60% des infrastructures sont complètes, le restant sera finalisé à la fin du 1^{er} trimestre 2011.

L'installation des équipements et la remise officielle suivront peu après.

225 employés de l'administration civile suivent actuellement des programmes de formation. Le financement pour le personnel correctionnel et judiciaire étant disponible, ceci sera lié à la remise des infrastructures.

En général : La remise officielle de la plupart des infrastructures est envisageable dans les prochains mois. Le travail sur les différents axes prioritaires entre maintenant dans sa phase critique. Un suivi étroit sera nécessaire pour évaluer l'efficacité opérationnelle, et identifier les blocages nécessitant un appui international.

Contraintes & difficultés

Difficultés pour projeter l'autorité de l'Etat dans les zones éloignées

Le projet d'établissement des Centres de Négoce a illustré les difficultés logistiques de travail dans les zones isolées dans les Kivus. Il a été nécessaire, par exemple, de transporter par pont aérien des matériaux de construction afin de finaliser les travaux sur les sites.

Ceci permet d'envisager les difficultés qui seront rencontrées pour créer un environnement sécurisé et soutenir le renforcement des capacités des employés à une telle distance.

Déploiement de la police & administration civile

Dans certaines zones, notamment au Nord Kivu, le déploiement, y compris celui des éléments intégrés, est un problème central dans l'octroi des infrastructures, de formation et équipements. En effet, afin de restaurer l'autorité de l'Etat de façon adéquate, les autorités nationales et provinciales doivent être entièrement engagées. Si ce processus n'est pas géré de façon adéquate et conjointe, des effets contraires à celui souhaité pourraient être provoqués.

Voir §2 pour le contexte politique sur cette problématique

Nouveaux projets pendant le 4^{ème} trimestre

Renforcement de la justice criminelle civile

4.27m USD. PNUD ; UNOPS ; OIM ; MONUSCO.

La formation et le soutien post-déploiement pour 180 officiels qui seront déployés dans quatre prisons et tribunaux de paix en cours de construction le long des axes stratégiques. De plus, l'exécution de travaux supplémentaires pour ces huit infrastructures et pour les Prisons centrales sont prévues dans les provinces cibles de l'ISSSS.





Inauguration du premier commissariat de la Police



Inspecteur Général de la Police Charles Bisengimana



UNOPS

Le 10 novembre 2010, l'Inspecteur Général de la Police Nationale Congolaise a inauguré la première infrastructure permanente le long des axes prioritaires de l'ISSSS.

Ce commissariat pour la Police Territoriale à Sake, Nord Kivu, est utilisé par 60 officiers, y compris des éléments récemment intégrés des anciens groupes armés CNDP et PARECO.

Ceci met fin à une situation où deux détachements indépendants de police se côtoyaient dans la même localité et marque une petite mais considérable avancée dans la mise en oeuvre des Accords du 23 Mars.

Ouverture de la route Burhale-Shabunda



Les 300km de l'axe Burhale-Shabunda sont maintenant passables par des véhicules légers, pour la première fois depuis 1996. Les **travaux en Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO)** ont été une composante clé de cette réussite.



Formation des entrepreneurs

Pour les 42km de la section Shabunda-Kimbondi, 20 chefs d'équipe travaillant pour 10 différents entrepreneurs, ont été formés. Le programme de trois semaines avec la Division des Voies de Desserte Agricole a été composé par des cours ex-cathedra et des exercices pratiques sur des tronçons de route de 500m.



Drainage & nettoyage

Les ouvriers de l'entrepreneur EXTRA-CONSTRUCTION creusent le drainage en juillet 2010. Le partenaire a travaillé de avril à décembre 2010, en générant un total de 7.296 hommes-jours le long d'un tronçon de 22 km.



Réhabilitation des ponts

Les ouvriers de l'entrepreneur AFEDEM travaillent sur des portions du pont Bilika. AFEDEM a réhabilité un total of 14 ponts depuis 20 septembre 2010, et a fourni un total de 13.195 hommes-jours de travail.

4.3 Retour, Réintégration & Relèvement

Assurer un retour sain et une réintégration socio-économique durable des déplacés internes et réfugiés dans leurs milieux d'origine. et contribuer à la relance économique locale.

Au total : les projets exécutés dans la 4^{ème} composante ciblent plus de 500.000 bénéficiaires dans 125 localités en Ituri, Nord Kivu et Sud Kivu.

Les localités sont choisies sur base de paramètres comme la sécurité, la vulnérabilité, ainsi que le volume et la probabilité de la durabilité des retours. Les programmes sont exécutés en collaboration directe avec les responsables des ministères de tutelle, et priorisent la participation et l'appropriation nationale.

Résumé des résultats (depuis 2008 à ce jour):

Services sociaux de base

NK	Programme d'assistance élargie a couvert 34.000 bénéficiaires, y compris trois zones de santé, 40 salles de classes et 60 points d'eau. Des comités d'abris ont été établis dans six zones, 100 abris ont été construits en faveur des retournés. Des infrastructures communautaires ont été finalisées dans cinq localités.
SK	Achèvement du projet conjoint focalisé sur l'eau / l'hygiène / les installations sanitaires, l'éducation et la protection de 50.000 bénéficiaires dans le territoire de Walungu. Les activités sont en cours pour quelques 44.000 autres personnes sur l'axe Miti-Hombo. Le programme d'assistance étendue a couvert 117.000 retournés. Les réalisations comprennent huit structures de santé et la construction des salles de classes.
IT	Kits d'assistance pour les retournés distribués dans 41 groupements. 34 "villages sanitaires" ont été certifiés; réhabilitation d'un centre de santé. Programme d'assistance étendu a couvert 102.000 retournés, y compris huit centres de santé, huit réseaux de protection d'enfants, et d'autres activités.

Emploi & productivité agricole

IT	Renforcement des capacités pour 50 associations de fermiers et pêcheurs. Construction en cours de trois marchés; quatre centres d'apprentissage; et deux instituts de formation professionnelle.
SK	Appui à la production agriculture pour 11.000 familles sur 565 hectares. Renforcement des coopératives des fermiers et vétérinaires.

Réconciliation locale, résolution des conflits & gouvernance

IT	Conflits fonciers : quatre équipes de médiation. 31 cas enregistrés. 1109 champs restitués après médiations. Formation de l'administration locale.
NK	Conflits fonciers : six équipes opérationnelles de médiation; 312 cas de conflits enregistrés avec 1801 champs restitués aux propriétaires suite à la médiation. Formation de l'administration locale. Etablissements de 14 Comités Locaux de Développement. et huit subventions pour les infrastructures communautaires utilisées.
SK	Etablissement de 15 Comités Locaux de Développement. Etablissement de 6 comités locaux de médiation dans le territoire de Walungu. et appui à six autres groupes dans le territoire d'Uvira et de Fizi.

Contraintes & difficultés

Problèmes sécuritaires dans certaines zones d'intervention

Le choix de zones d'intervention des axes prioritaires de l'ISSSS. et des activités de RRR n'est pas souvent facile. étant donné que le problème sécuritaire retarde parfois l'exécution du projet et occasionne le déplacement de la population. Pendant le 4^{ème} trimestre. cela a particulièrement posé problème dans deux zones d'intervention :

- (1) Le Grand Nord du Nord Kivu: les affrontements entre les FARDC et ADF en septembre et début octobre 2010 ont causé des problèmes considérables pour le projet conjoint dans cette zone.
- (2) Le district de Kalehe au Sud Kivu: les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres ont connus un pic de violence accru des FDLR dans cette zone. Ceci a causé d'importants déplacements des populations et a retardé tout progrès ; une amélioration a été rencontrée vers la fin de 2010.

Reculs dans le dialogue intracommunautaire dans la province du Nord Kivu

Comme énoncé dans la section 2. les efforts visant à établir une Commission Provinciale de pacification ont échoué en octobre 2010. Ceci a considérablement retardé l'établissement des Comités Locaux de Conciliation. l'élément central dans les efforts pour la réconciliation communautaire au Nord Kivu et un des termes des Accords de Paix de Goma.

Nouveaux projets pendant Quarter 4

Logement. conflit dans la gestion de terre et propriété

8.33 m USD. UNHABITAT.



Nouvelles contributions des Etats Unis (4.700.000 USD) et du Canada (1.500.000 USD).

Equipes mobiles de médiation sur les conflits fonciers au Nord Kivu. au Sud Kivu et en Ituri. renforcement des capacités judiciaires et administratives sur les conflits fonciers au niveau local et provincial. De plus. renforcer la vision politique devant permettre une gestion équitable des institutions et des terres.

Mitigation et médiation des conflits fonciers



UNHABITAT



Atelier de prévention des conflits fonciers à Djugu, dans le district d'Ituri

UNHABITAT a déployé quatre équipes de médiateurs dans le district d'Ituri en 2010. A ce jour, ils ont constitué 31 cas importants impliquant 5.609 familles. Quatorze de ces cas ont été résolus avec un total de 1.109 parcelles rendues aux propriétaires après médiation.

Le programme comprend également des volets de sensibilisation publique sur la loi foncière, ainsi que le renforcement des capacités pour les organisations locales, les autorités traditionnelles et le Gouvernement pour mieux gérer les conflits fonciers.

4.4

Lutte contre les violences sexuelles

Résumé non disponible à la date de publication de ce rapport.

Concernant les activités programmatiques du 4^{ème} trimestre, prière de contacter l'Unité de Lutte contre les Violences Sexuelles de la MONUSCO (voir détails de contact dans l'Appendice 5).

Nouveaux projets du 4^{ème} trimestre



Des programmes pour un montant de 17.4 m USD. ont été alignés à l'ISSSS durant le 4^{ème} trimestre. Ceci comprend trois programmes financés par USAID :

Titre	Partenaire	Budget
Lutter contre les Violences Sexuelles en promouvant les opportunités et les droits individuels.	IRC	7.000.000
Prévention et protection contre les Violences Sexuelles et du Genre en utilisant la Communication pour le changement des comportements en RDC	IMC	4.000.000*
Programme de soins, accès, sécurité et renforcement des capacités (CASE) dans l'Est de la RDC.	IMC	6.400.000*

* Ces deux projets sont prévus jusqu'en 2015; le budget reflète la partie prévue pour la même durée que l'ISSSS (2009-12).

Un autre projet a été noté pour l'inclusion. condition à un supplément d'informations:

Titre	Partenaire	Budget
Accès à la justice pour les victimes des violences sexuelles. au Nord Kivu. Sud Kivu et en Ituri.	PNUD	3.300.000

5

Planification et coordination

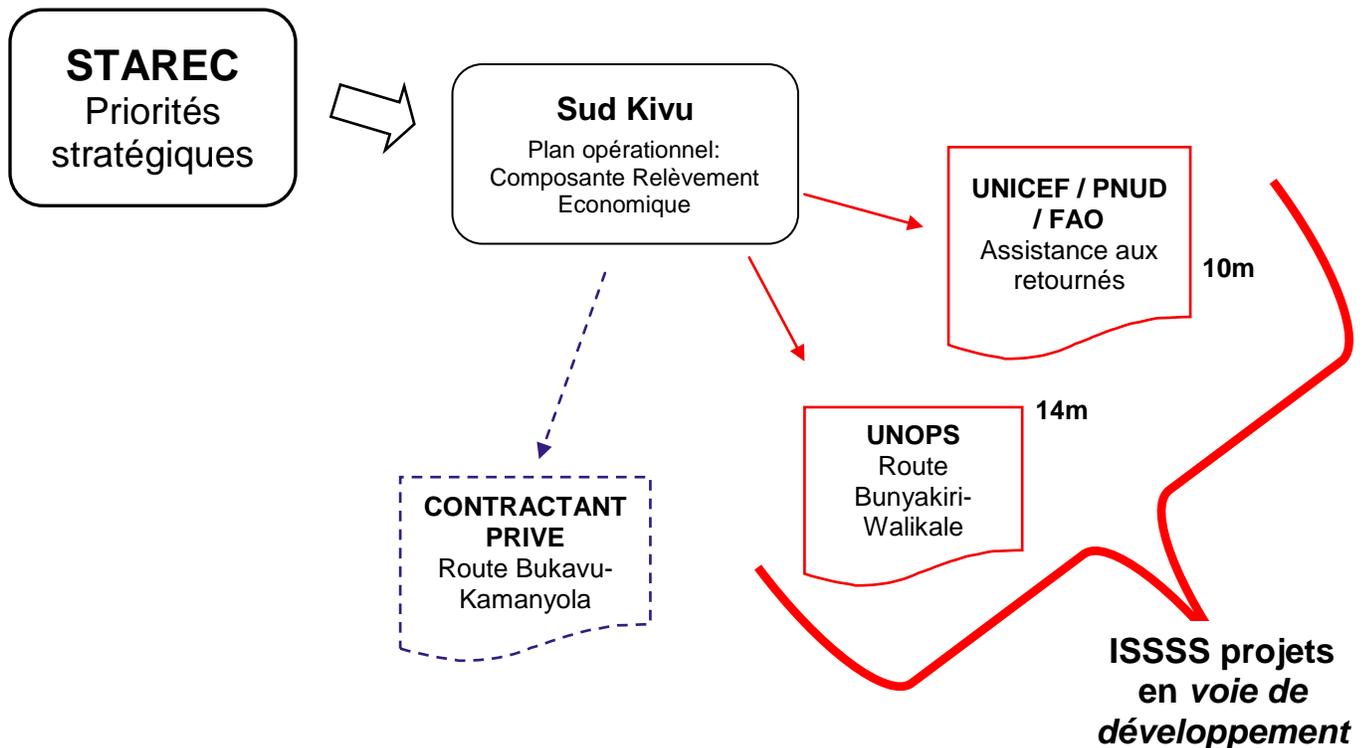
Mise-à-jour sur la Coordination STAREC

L'évènement principal pendant le 4^{ème} trimestre a été la prolongation du STAREC par l'Ordonnance Présidentielle 10/072: voir §2. ci-dessus.

Au niveau provincial. les Comités Techniques Conjointes (CTCs) sont maintenant fonctionnels au Nord Kivu. Sud Kivu. Province Orientale et Maniema. Ils sont tous présidés par le Gouverneur et le Chef de Bureau MONUSCO.

Les principales réalisations des CTCs pendant ce 4^{ème} trimestre ont été l'articulation des plans stratégiques prioritaires provinciaux. pour chaque composante du STAREC. Sur base de ces plans. les partenaires internationaux développent actuellement des fiches de projets conceptuelles.

Au Sud Kivu. par exemple. le processus pour la composante du Relèvement Economique a été comme suit :



Les concepts de projets dans le cadre de l'ISSSS. sont intégrés dans les projets à être exécutés dans le futur. Autres domaines d'interventions. tels que le projet mené par le Gouvernement Bukavu-Kamanyola. sont également cartographiés afin d'aider le CTC à piloter les activités de la province.

Au niveau national. le Comité de Suivi s'est réuni une fois pendant le 4^{ème} trimestre. en deux séances. le 10 et 13 décembre 2010. Pour le travail des groupes techniques. les secteurs d'intervention principaux sont:

- Le Comité de Suivi pour la Reforme de la Police (CSRFP).
- Le Groupe de Coordination sur les Violences Sexuelles. en collaboration avec le Ministère du Genre.

Mise à jour de la coordination ISSSS

L'Unité d'Appui à la Stabilisation a concentré son travail lors du 4^{ème} trimestre sur les points suivants:

Première réunion des partenaires ISSSS

Le DSRSG/RC/HC Fidele Sarassoro a coprésidé la première réunion des partenaires de l'ISSSS tenue à Kinshasa le 26 octobre 2010. Parmi les participants. ont également participé les chefs et représentants des bailleurs de fonds ainsi que les agences partenaires de mise en œuvre et les sections de la MONUSCO.

Les partenaires de mise en œuvre ont présenté les points suivants:

- Progrès dans chaque composante d'ISSSS.
- Besoins financiers en vue de consolider les programmes existants.

Les principales recommandations de la réunion sont:

Actions	Etat d'avancement au 31 décembre 2010
Cartographie des projets financés bilatéralement alignés à l'ISSSS	Des données partielles ont été compilées. → Il y a nécessité de faire un exercice systématique avec les bailleurs.
Renforcer les activités de suivi et évaluation de l'ISSSS.	Des <u>prises à jour trimestrielles</u> de chaque projet ISSSS sont déjà disponibles. Le <u>scorecard</u> de l'ISSSS sera publié pour le 4 ^{ème} trimestre. → Des efforts supplémentaires sont nécessaires dans certaines zones.
Renforcer l'appropriation nationale. particulièrement au niveau stratégique	<u>Les plans prioritaires provinciaux de STAREC</u> sont en place comme point d'entrée du soutien financier international. → Les efforts doivent être renouvelés au niveau national. → Les planifications au niveau provincial doivent être clarifiés et rationalisés
Identifier les critères de priorité afin de limiter les exigences financières	Proposition des critères prioritaires: appropriation nationale. performance du programme. coût d'opportunité. intérêt des bailleurs. Actualisation des projets ISSSS.

Il a notamment été décidé. de tenir une réunion des partenaires sur une base trimestrielle afin d'améliorer l'orientation stratégique et le partage d'information dans le cadre de l'ISSSS.

Développement des projets ISSSS

Les projets en cours de développement sont fondés sur le processus de développement du STAREC. expliqué ci-dessus. et sur les critères de priorisation approuvés lors de la première rencontre des partenaires. Cela liste les priorités de financement identifiées par trois sources :

Besoins financiers	Des projets en cours
Projets provinciaux	Développés pour l'année 2011-2012 par les Comités Techniques Conjoints.
Projets régionaux	Développés pour 2011-2012 par les Groupes de Travail Techniques au niveau régional.

Considéré dans son ensemble. ceci représente un menu pour le support financier à la stabilisation. La liste prioritaire est accompagnée par des concepts de projet qui incluent les coûts estimatifs et un partenaire de mise en œuvre.

Appui à la coordination de STAREC

Au niveau provincial:

- Deux personnes de la coordination sont déployées au Sud Kivu et une personne au Nord Kivu. Elles fournissent un appui quotidien à la structure du STAREC en général. et au processus de programmation en particulier.
- Les deux provinces restantes (Province Orientale. Maniema. et le Nord Katanga) sont en partie appuyées par le personnel de l'UAS basé à Goma.

Au niveau régional: Des mesures d'amélioration de la représentation et de l'engagement de l'équipe interprovinciale du STAREC. ont été explorées dans diverses réunions de travail. La nouvelle Ordonnance Présidentielle de novembre 2010 a clarifié plusieurs problématiques et sera le point de départ pour les futures discussions.

6

Prévisions pour le prochain trimestre

Le Conseil d'Administration du Fonds de stabilisation

Trois points restent à l'ordre du jour pour le premier trimestre 2011:

- (1) Au mois de novembre 2010. 4.000.000USD ont été alloués pour la province de Maniema pour la composante du retour, la réintégration et le relèvement communautaire. Les projets seront développés et soumis au Fond de Stabilisation, basés sur les priorités identifiées par le Comité Technique Conjoint (CTC) du Maniema.
- (2) 7.637.001 USD sont actuellement disponibles pour le programme de lutte contre les violences sexuelles. Le Groupe de Travail Technique national recommandera l'allocation des fonds à une province spécifique ou à des programmes au niveau régional, afin de préparer les documents de projets avant la fin du trimestre.
- (3) 3.750.000 USD restent disponibles dans le programme de Consolidation de la Paix pour la RDC (PBF). Un projet sur le casernement des FARDC est en cours de développement et actuellement considéré pour financement par le Royaume Uni.

Prochaine réunion de partenaires d'ISSSS

La prochaine réunion des partenaires sera tenue au mois de février, elle réunira les chefs de coopération et les partenaires gouvernementaux clés. Les points suivants sont inscrits à l'ordre du jour :

- (1) Révision du progrès des projets de l'ISSSS pour l'année 2010.
- (2) Révision des structures de coordination conjointes ISSSS/STAREC.
- (3) Révision de l'exercice de priorisation mené dans le cadre du STAREC (voir paragraphe 5 ci-dessous).

Un des points clés sera de peaufiner les critères de priorisation proposés après la dernière réunion des partenaires:

- Alignement des priorités nationales
- Performance du programme
- Coût d'opportunité
- Intérêt des bailleurs

Renforcement de l'Appui à la coordination

Financement de l'Unité d'appui à la stabilisation

Les financements de la majeure partie du personnel de l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS) seront épuisés au mois de juin 2011. Une proposition

d'extension du financement de l'unité jusqu'en décembre 2012 est actuellement en cours de développement et sera proposée aux différents bailleurs.

Renforcement des structures de coordination du STAREC

Appui à la coordination provinciale: Comme indiqué dans la section 5. l'UAS a actuellement du staff d'appui à la coordination STAREC dans le Nord Kivu et Sud Kivu. Les recrutements sont en cours pour les chargés de la coordination dans les provinces STAREC restantes : Maniema. Nord Katanga et province Orientale.

Appui au secrétariat technique: Des discussions sont en cours en vue d'augmenter leur présence physique à l'est. et de faciliter la collaboration et l'appui matériel du secrétariat au niveau provincial.

Communication

Amélioration de la Communication publique : Un programme de communication est actuellement en cours de développement. La première étape sera d'organiser des ateliers de travail pour les médias locaux et internationaux. Une autre initiative en cours d'étude est l'organisation de sondages d'opinions auprès de la population dans l'Est.

Dialogue avec la communauté humanitaire: Au niveau stratégique. il est nécessaire de connecter les activités menées dans le cadre du Relèvement Précoce du Plan d'Action Humanitaire avec les activités menées dans l'ISSSS. Au niveau opérationnel. il sera utile de renforcer la coordination dans les zones d'intérêt communes. comme la réhabilitation des routes.

Suivi & évaluation

Ce rapport trimestriel se focalise sur la programmation dans le cadre de l'ISSSS et retrace l'utilisation des allocations et ressources financières.

Le document qui lui est directement relié. le tableau des indicateurs de performance. analyse le progrès accomplis par rapport au aux résultats de l'ISSSS. La priorité pour le premier trimestre sera le développement de données concernant l'efficacité opérationnelle des institutions partenaires clés : les FARDC. la PNC. les institutions étatiques. et les autorités civiles.

A

Informations complémentaires

Annexe 1 **Cadre de Financement**

Aperçu des ressources de financement de l'ISSSS.

Annexe 2 **Activités SRFF**

Détails de tous les projets dans le cadre d'ISSSS. Les nouveaux projets pour le 4^e Trimestre sont dans un tableau spécifique.

Annexe 3 **Nouveaux financements de projets pendant le 4^{ème} trimestre**

Les projets lancés pendant le 4^{ème} trimestre ou ayant reçu un financement additionnel.

Annexe 4 **Inventaire des projets**

Informations clés pour les projets ISSSS.

Annexe 5 **Information de contact et crédit des photos**

A1 Cadre de financement

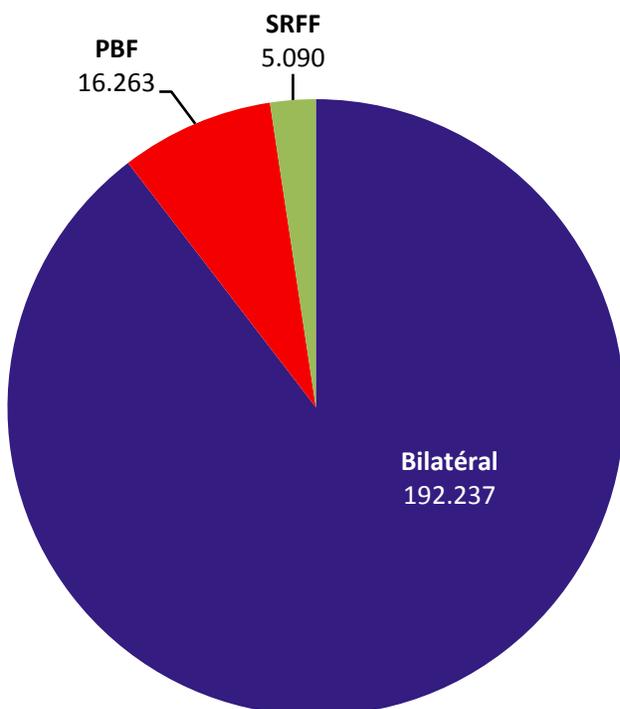
		Besoins 2010-12	Fonds engagés	Fonds dépensés	
				USD	%
1	SECURITAIRE	171.815	47.510	31.742	67%
	Régional	171.815	7.043	3.739	53%
	Nord Kivu		6.114	4.704	77%
	Sud Kivu		21.694	15.912	73%
	Ituri		6.276	5.896	94%
	Haut & Bas Uélés		735		0%
	Maniema		4.913	1.490	30%
	Nord Katanga		735		0%
2	POLITIQUE	0	3.603	3.188	88%
3	RAE	295.680	77.411	56.456	73%
	Régional	-	5.109	1.028	20%
	Nord Kivu	44.556	28.277	18.825	65%
	Sud Kivu	82.920	35.979	29.267	81%
	Ituri	51.261	8.047	7.337	91%
	Haut & Bas Uélé	45.168			
	Maniema	44.939			
	Nord Katanga	26.836			
4	RRR	311.876	61.180	36.028	59%
	Régional	-	18.599	11.169	60%
	Nord Kivu	71.310	17.540	7.091	40%
	Sud Kivu	84.293	16.699	13.218	79%
	Ituri	92.482	7.720	4.334	56%
	Haut & Bas Uélé	30.121			
	Maniema	16.835	620	216	35%
	Nord Katanga	16.835			
5	Violences Sexuelles	56.234	23.886	328	1%
	Régional	56.234			
	Nord Kivu		7.660		0%
	Sud Kivu		11.213	296	3%
	Ituri		2.933	32	1%
	Haut & Bas Uélé				
	Maniema		2.080		0%
	Nord Katanga				
TOTAL		835.605	213.590	127.742	60%

Tous les montants
sont en milliers de
Dollars US

Données de base
sont fournies par les
partenaires de mise-
en-œuvre de
l'ISSSS

A2

Activités du SRFF



Programmes ISSS
(milliers de dollars US)

Répartition des financements pour le SRFF

Tous les montants sont en milliers de dollars US.

	Engagés dans le SRFF	Transférés via MDTFU	Alloués aux CTCs	Engagés dans les projets
T4. 2010	0	0	3.989	0
Total	22.891	16.872	9.230	5.241

Montants du Fonds Commun Multi-Bailleurs (MDTF) au 31 décembre 2010: <http://mdtf.undp.org>.

A3 Nouveaux projets financés dans le T4

Tous les montants sont en milliers de dollars américains.

	Titre du projet	Part.	Nouv. Fonds	Par bailleurs		Par zone		Dates	
				Bailleur	USD	Où	USD	Début	Fin
1. SECURITY			4,771						
SEC/8	Justice Militaire: Cellules d'appui aux poursuites militaires	OIM	3,674	Canada FCP	2,713 961	NK SK MN KT OR	735 735 735 735 735	Déc. 10	Oct 13
SEC/9	DDR des éléments armés des groupes résiduels	PNUD DDR/RR	1,097	FCP MONUSCO	647 450	NK SK	548 548	Déc 10	May 11
2. POLITIQUE			2,000						
POL/3	Programme pour développer la bonne gouvernance	DAI	2,000	USAID	2,000	SK MN REG	800 800 400	Sep 09	Mar 11
3. AUTORITE DE L'ETAT			4,269						
RSA/12	Justice civile: renforcement de la chaîne pénale	PNUD	4,269	Canada FCP	2,598 1,671	NK SK	3,642 628	Déc 10	Déc 11
4. RETOUR, REINTEGRATION et RELEVEMENT			6,200						
RRR/3	Programme foncier pour la réintégration et relèvement communautaire dans l'Est de la RDC.	UNHABITAT	6,200	Canada USA	1,500 4,700	NK SK IT REG	1,371 1,365 2,384 1,080	Mar 09	Déc 12

5. VIOLENCE SEXUELLES			17,400						
CSV/6	Lutter contre les Violences Sexuelles en promouvant les Opportunités et les Droits Individuels	IRC	7,000	USA	7,000	NK SK		Sep 09	Sep 12
CSV/7	Prévention et protection contre les Violences Sexuelles et du Genre en utilisant la Communication pour le changement des comportements en RDC	IMC	4,000	USA	4,000	NK SK MN		Sep 10	Déc 12*
CSV/8	Programme de soins, accès, sécurité et renforcement des capacités (CASE) dans l'Est de la RDC.	IMC	6,400	USA	6,400	NK SK MN		Jul 10	Déc 12*

* Ces deux projets sont prévus jusqu'en 2015; le budget reflète la partie prévue pour la même durée que l'ISSSS (2009-12).

Corrigé du rapport trimestriel précédent

Suivant des changements considérables (sup. à 100.000 USD) :

	Titre projet	Changement	Justification
SEC/1	Soutien au casernement (post-brassage)	- 4,114,374 USD	Incorrectement rapporté comme 28.056.350 USD. La contribution correcte des Pays-Bas est de 23.941.976 USD.
SEC/2	« Trust fund » pour le soutien logistique de la MONUSCO	+ 579,000	Incorrectement rapporté 6.178.000 USD. Le chiffre correct est 6.757.000 USD. Faisant suite à la révision du projet, le fonds est maintenant alloué entre la composante sécuritaire (60%) et l'Autorité de l'Etat (40%).
RSA/2	Soutien aux infrastructures d'Etat (police, justice, bat. administratifs, prisons)	+1,484,090	Incorrectement rapporté comme 17.396.269 USD. Le chiffre correct est de 18.880.360 USD.
RSA/3	Déploiement de la Police des Frontières dans les Kivus et en Ituri	+ 276,649	Incorrectement rapporté comme 8.098.843 USD. Non compris une contribution de DFID, le montant correct est de 8.375.492 USD.
RSA/7	Construction de logement pour les policiers au NK et SK	- 1,663,082	Incorrectement rapporté comme 4.856.386 USD. Le montant correct est 3.193.304 USD.

A4 Inventaire des projets

Les montants sont présentés en milliers de USD.

En sigle:

NK Nord Kivu

SK South Kivu

MN Maniema

KT Nord Katanga

OR Orientale

REG Régional.

	Titre du projet	Part.	Fonds disponible		Bailleurs			Zones cibles			Dates	
			USD	Dépenses	Bailleur	USD	Dépenses	Ou	USD	Dépenses	Start	Fin
1. SECURITE			47.510	31.742		47.510	31.742		47.510	31.742		
SEC/1	Soutien au casernement (post-brassage)	PNUD OIM	23.942	20.844	Royaume-Uni PNUD Pays-Bas	12.261 955 10.726	12.261 955 7.628	NK SK IT	1.888 16.390 5.664	1.888 13.292 5.664	Jan 06	Sep 11
SEC/3	Appui au DDRRR des combattants FDLR	PNUD	384	138	Royaume-Uni	384	138	REG	384	138	Sep 08	Sep 09
SEC/4	Construction de centres de regroupement au Sud Kivu	OIM	1.078	1.078	Royaume-Uni	1.078	1.078	SK	1.078	1.078	Mai 09	Mar 10
SEC/5	Réhabilitation du centre de formation des FARDC à Lukusa	OIM	1.509	150	Royaume-Uni Canada	621 888	75 75	REG	1.509	150	Sep 10	Nov 11
SEC/6	Réintégration durable des anciens combattants	PNUD	11.773	6.720	PNUD PNUD France FCP	5.173 1.735 459 4.405	2.307 1.735 459 2.218	NK SK MN IT REG	2.943 2.943 4.179 612 1.096	2.816 1.542 1.490 232 639	Fev 10	Jul 11
SEC/8	Cellules D'appui aux Poursuites Militaires	OIM	3.674	0	Canada FCP	2.713 961	0 0	NK SK MN KT OR	735 735 735 735 735	0 0 0 0 0	Dec 10	Oct 13

SEC/9	Désarmement et démobilisation des éléments résiduels congolais au Nord. Sud Kivu.	PNUD MONUSCO	1.097	0	FCP MONUSCO	647 450	0 0	NK SK	548 548	0 0	Dec 10	Mai 11
SEC/2	Fonds pour le support logistique de MONUSCO	MONUSCO	4.054	2.811	Pays-Bas	4.054	2.811	REG	4.054	2.811	Déc 08	Juin 11
2. POLITIQUE			3.603	3.188		3.603	3.188		3.603	3.188		
POL/1	Soutien au traitement des blessés de guerre	PNUD	472	472	FCP Partenaires	229 243	229 243	NK	472	472	Mar 10	Sep 10
POL/2	Etablissement du STAREC et des structures de coordination de l'ISSSS	PNUD	1.130	715	FCP	1.130	715	REG	1.130	715	Mar 10	Avr 11
POL/3	Program de bonne gouvernance	DAI	2.000	2.000	USA	2.000	2.000	SK MN REG	800 800 400	800 800 400	Sep 09	Mar 11
3. L'AUTORITE DE L'ETAT			77.411	56.456		77.411	56.456		77.412	56.456		
RSA/1	Réhabilitation et entretien des routes	UNOPS MONUSCO	26.048	22.752	Pays-Bas Suède Royaume-Uni Royaume-Uni USA Belgique	7.592 5.056 6.977 1.000 1.003 4.420	7.592 5.056 4.693 1.000 1.003 3.408	NK SK IT	7.236 15.194 3.618	6.825 12.513 3.413	Avr 08	Juin 11
RSA/2	Soutien aux infrastructures étatiques (police. justice. admin. prisons)	UNOPS	18.880	18.282	Pays-Bas USA	14.883 3.997	14.883 3.399	NK SK IT	8.704 8.872 1.305	8.704 8.373 1.205	Avr 08	Juin 11
RSA/3	Etablissement et déploiement de la police des frontières aux Kivus et en Ituri	OIM	8.375	6.152	USA USA USA Royaume-Uni Japon	1.438 1.561 2.100 277 3.000	1.438 1.264 173 277 3.000	NK SK IT REG	1.976 3.295 2.999 105	1.031 2.387 2.702 31	Jan 09	Sep 11
RSA/4	Equipement des commissariats de police/sous-commissariats	GTZ	500	500	Allemagne	500	500	NK SK	270 230	270 230	Avr 10	Sep 10

RSA/5	Réhabilitation de la route Fizi-Minembwe-Baraka	ACTED	4.200	4.200	CE	4.200	4.200	SK	4.200	4.200	Jan 09	Oct 10
RSA/6	Déploiement de la PIR dans les zones de désengagement	OIM	1.884	1.884	Allemagne	1.884	1.884	NK SK	753 1.130	753 1.130	Mai 09	Mar 10
RSA/7	Construction de logements pour la police au NK et au SK	UNOPS OIM	3.193	479	Suède	3.193	479	NK SK	1.999 1.195	300 179	Oct 08	Juin 11
RSA/8	Mise en place de 5 centres de négoce	OIM	1.367	756	FCP Canada Royaume-Uni	500 467 400	394 142 220	NK SK	820 547	567 189	Fev 10	Fev 11
RSA/9	Sélection. formation et déploiement de l'administration civile	PNUD UNOPS	1.500	229	FCP	1.500	229	NK SK IT	688 688 125	148 65 16	Juil 10	Juil 11
RSA/10	Soutien à la réintégration des groupes armés dans la PNC (NK)	UNOPS	2.190	227	FCP	2.190	227	NK	2.190	227	Juil 10	Dec 11
RSA/11	Modalité de financement pour les besoins urgents de réhabilitation des routes	UNOPS	2.301	59	FCP USA	1.301 1.001	0 59	REG	2.301	59	Dec 10	Fev 12
RSA/12	Appui aux institutions judiciaires et pénitentiaires des provinces de l'Est de la RDC	PNUD	4.269	0	Canada FCP	2.598 1.671	0 0	NK SK	3.642 628	0 0	Dec 10	Dec 11
	Fonds pour le support logistique de MONUSCO	MONUSCO	2.703	937	Pays-Bas	2.703	937	REG	2.703	937	Dec 08	Juin 11
4. RETOUR ET RECONCILIATION			61.179	36.028		61.179	36.028		61.180	36.028		
RRR/2	Retour/ réintégration des PDI (UNICEF Pear Plus Programme)	UNICEF	17.519	11.169	UNICEF (NC France) USA Pays-Bas Suède Espagne UNICEF	4.040 2.581 3.500 5.595 1.116 234	2.682 1.982 3.500 1.832 484 234	REG	17.519	11.169	Sep 08	Mai 11

					(NC Suède) Japon	454	454					
RRR/3	Projet de Gestion des Conflits Fonciers	HABITAT	8.328	2.371	UNHCR Canada USA FCP	1.206 1.500 4.700 921	1.165 524 0 682	NK SK IT REG	3.500 1.365 2.384 1.080	1.610 0 761 0	Mar 09	Dec 12
RRR/4	Programme sur le retour et la réintégration communautaire SK	UNICEF FAO PNUD	11.196	11.196	Pays-Bas	11.196	11.196	SK	11.196	11.196	Mar 09	Mar 11
RRR/5	Structures pour la pacification et la résolution des conflits au NK	UNICEF FAO PNUD	6.350	2.108	Spain PNUD FAO UNICEF	4.000 1.500 250 600	1.923 185 0 0	NK	6.350	2.108	Juin 09	Juil 11
RRR/6	Programme de réintégration communautaire et de relèvement	PNUD FAO	620	216	PNUD	620	216	MN	620	216	Sep 09	Fev 12
RRR/7	Sécurité des communautés et réintégration des combattants	MSI	8.200	4.182	USA	8.200	4.182	NK SK	4.100 4.100	2.173 2.009	Oct 09	Sep 11
RRR/8	CEPI (Renforcement des Communautés et Consolidation de la paix)	PNUD UNICEF UNHCR FAO	5.023	3.573	Japon TFHS	3.815 1.208	3.573	IT	5.023	3.573	?	?
RRR/9	Structures pour la pacification et la résolution des conflits au NK	UNHCR HABITAT PAM UNOPS	3.943	1.213	FCP UNHCR GoDRC PAM	1.729 2.119 72 23	1.213 0 0 0	NK SK IT	3.590 39 314	1.200 13 0	Aout 10	Dec 11
5. LES VIOLENCES SEXUELLES			23.886	328		23.886	328		23.886	328		
CSV/1	Renforcement de la capacité du GoRDC pour combattre l'impunité		778	0	SRFF	778	0	IT SK	389 389	0 0	Juil 10	Dec 11
CSV/2	Protection et prévention	UNHCR	1.632	328	SRFF Partenaires	760 872	328 0	IT SK	732 900	32 296	Juin 10	Sep 11

CSV/3	Soutien aux FARDC pour réduire les VS	UNFPA	1.250	0	SRFF GoDRC UNFPA EUSEC	790 60 100 300	0 0 0 0	IT SK	625 625	0 0	Juil 10	Dec 11
CSV/4	Etendre et améliorer l'accessibilité des services	UNICEF	2.262	0	SRFF	2.262	0	IT SK	905 1.357	0 0	Juil 10	Juil 11
CSV/5	Soutien au 'data et mapping' des VS	UNFPA	564	0	SRFF UNFPA	500 64	0 0	IT SK	282 282	0 0	Juil 10	Juil 11
CSV/6	Lutter contre les violences sexuelles en promouvant des opportunités. et les Droits de l'Individu	IRC	7.000	0	USA	7.000	0	NK SK	3.500 3.500	0	Sep 09	Sep 12
CSV/7	Prévention et protection contre les violences sexuelles et du genre en poursuivant le changement de comportement par la voie de communication	IMC	4.000	0	USA	4.000	0	NK SK MN	1.600 1.600 800	0 0 0	Sep 10	Dec 12 *
CSV/8	Care. Access. Safety & Empowerment (CASE) Program in Eastern Congo	IMC	6.400	0	USA	6.400	0	NK SK MN	2.560 2.560 1.280	0 0 0	Jul 10	Dec 12 *

Notes sur l'inventaire des projets:

1. Dans les cas où les documents de projets ne précisent pas les budgets alloués au niveau provincial, le budget global est divisé en fonction des résultats attendus. En cas échéant, le budget est alloué au niveau régional.
2. Certains projets ont une durée qui dépasse la durée de l'ISSSS (2010-12). Dans ce cas, le budget est reflété d'une manière proportionnelle.
3. RSA/7: 100% des fonds ont été transférés au partenaire d'exécution. Les données disponibles sont une estimation des dépenses seulement.

Contact information

Le rapport trimestriel est préparé par l'Unité d'Appui à la Stabilisation, basée au sein de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo. Les données financières des projets sont fournies par les organisations partenaires de l'ISSSS.

Pour un complément d'information, ou pour communiquer une correction sur le Rapport trimestriel :

Unité d'Appui à la Stabilisation

Ian D. Quick	Spécialiste en évaluation	quick@un.org
Pierre Bardoux	Chef d'équipe adjoint	bardoux@un.org
Bruno Donat	Chef d'équipe	donat@un.org

Unité de Lutte contre les Violences Sexuelles

Beatrix Attinger-Colijn	Chef de Section	attingercolijn@un.org
-------------------------	-----------------	-----------------------

Photo crédits

p2	UNOPS / J. Challulau (2010)
p4	MONUSCO / P. Bardoux (2010)
p13	OIM (2010)
p17	UNOPS / J. Challulau (2010)
p18	UNOPS (2010)
p21	UNHABITAT (2010)